

" L'UNION DES TRAVAILLEURS FERA LA PAIX DU MONDE "

Nouvelle série — N° 23

15 OCTOBRE 1941

LA VÉRITÉ

Organe Central des Comités Français pour la IV^e Internationale

Au camp de Drancy, où sont enfermés les otages juifs, des gardes-mobiles vendent aux internés des paquets de cigarettes 350 francs, un morceau de pain 250 francs (la ration journalière de pain est de 100 grammes). Comme on le voit, le commerce n'est pas l'apanage des « sales juifs » !

Staline sabote la révolution

Alors que la résistance russe peut servir, par le mécontentement des masses allemandes et l'épuisement économique du pays, de point de départ à la révolution prolétarienne en Europe, la propagande stalinienne met l'accent exclusivement sur la défense nationale en U. R. S. S. et sur les objectifs démocratiques en Europe.

En plaçant cette guerre sur le plan nationaliste, Staline sabote la révolution et empêche ainsi le prolétariat allemand à tourner ses armes contre son oppresseur qui commence à chanceler.

C'est le spectre d'un nouveau Versailles qui lie encore les masses allemandes à Hitler. Ce spectre ne peut être écarté que par la perspective d'un Octobre européen.

Le soldat allemand doit être convaincu qu'en tournant ses armes contre l'hitlérisme, il ne fera pas le jeu des impérialismes repus et qu'il se frayera enfin le chemin vers la libération sociale.

La politique stalinienne, liant le sort de l'U. R. S. S. à celui des bandits capitalistes anglo-saxons, RENFORCE ainsi l'unité allemande et empêche la chute de l'hitlérisme.

(Extrait d'un article sur " La Guerre ", paru dans l'organe de la Section Belge de la IV^e Internationale : " La Voie de Lénine ")

POUR SAUVER L'U. R. S. S., tout le pouvoir aux Comités Ouvriers et Paysans !

Depuis bientôt quatre mois, le prolétariat international suit avec angoisse le déroulement de la gigantesque bataille que les ouvriers et paysans de l'U. R. S. S. livrent, dans l'immense plaine russe, aux hordes fascistes. Les ouvriers du monde entier attendent chaque jour que la radio leur apporte la nouvelle de la grande contre-offensive ; et chaque soir ne leur apporte que de nouvelles inquiétudes, de nouveaux replis. Il ne sert à rien de répéter que la propagande allemande ment, qu'elle exagère la signification et l'importance de ses victoires ; il faut, au contraire, avoir le courage de regarder en face la terrible réalité, avoir le courage d'appeler une défaite une défaite. La situation est tragique, et il est temps de se rendre compte de son épouvantable gravité : dans quelques jours, peut-être, la situation ne pourra plus être sauvée. Il faut faire vite, tirer les leçons du passé, changer les méthodes et chaque fois que ce sera nécessaire, changer les hommes.

Il faut d'abord dire toute la vérité : Lénine et Odessa investis, Kharkov sous le feu de l'ennemi, Moscou et Rostov menacées, Kalinine et Orel prises, un territoire quatre fois grand comme l'Angleterre aux mains de l'ennemi ; voilà déjà de graves motifs d'alarme. Mais cela n'est pas le pire : une défaite, si grave soit-elle, peut toujours être réparée si l'état-major a ses troupes en mains, s'il poursuit un plan nettement arrêté, s'il dispose des effectifs et du matériel nécessaires. Or, le commandement, les fabrications de guerre, l'organisation des renforts, constituent précisément autant de points faibles de l'Armée Rouge.

Le haut-commandement soviétique s'est révélé totalement incapable. L'élimination, entre 1923 et 1928, des collaborateurs de Trotsky, les organisateurs de l'Armée Rouge ; l'exécution de Toukhatchewsky, Yakir, Gamarnik et de tous les militaires de carrière dont la guerre civile avait révélé le talent ; l'épuration au lendemain de la catastrophique campagne de Finlande ; toutes ces amputations de l'état-major ont fini par mettre le commandement entre les mains des plus médiocres. Ces gens se sont révélés incapables d'élaborer une stratégie pour la guerre civile internationale.

Les "Maréchaux rouges" ne croyaient pas en leur victoire ; ils étaient prêts à tout faire pour éviter la guerre ; ils étaient à la tête du parti de la capitulation, de l'accord à tout prix avec Hitler. Aussi ont-ils été incapables de mettre en œuvre le plan d'offensive préventive qui avait été élaboré ; ils ont été, dès l'abord, les responsables de l'irréparable défaite de Bialystok-Minsk.

En U. R. S. S., comme en France, le Grand Quartier Général aurait été le centre des intrigues défaitistes. Pour l'empêcher, Staline, au lieu de faire appel aux masses, a eu recours à une solution pire que le mal : il a brisé l'unité du commandement. Chacun des trois maréchaux a agi selon sa petite idée personnelle. Le commandement ennemi, qui contrôlait étroitement les opérations sur l'ensemble du front, pouvait ainsi frapper à coup sûr au point faible, rompre les lignes aux points de jonction des trois armées : à la soudure des armées Vorochilov et Timochenko, dans le secteur du Lac Ilmen, encerclant ainsi définitivement Léninegrad ; à la soudure des armées Timochenko et Boudienny pour dévaler ensuite vers le Sud et prendre Boudienny à revers.

De peur d'une rébellion ouverte du Haut-Commandement, on n'a pu créer aucun organisme militaire centralisateur ; le Conseil Suprême de la défense contrôle tout, sauf les opérations militaires. On a ainsi gaspillé les vies humaines, perdu son temps en opérations sans signification la contre-attaque de Timochenko, bel exploit isolé, n'a servi qu'à lancer ses armées en flèche et à leur faire courir le risque d'un anéantissement total. Tout ce que l'héroïsme du soldat rouge a fait, l'incapacité du commandement l'a défait.

La question des renforts est, en Russie, d'une simplicité enfantine ; l'U. R. S. S. dispose de millions d'hommes qu'elle peut mobiliser pour le front et pour les usines. A Odessa, à Léninegrad, la levée en masse a permis d'organiser une résistance magnifique. Faite il y a trois mois, la levée en masse générale aurait fourni des millions de nouveaux combattants, permis d'étager les défenses sur une profondeur de plusieurs centaines de kilomètres. Les ouvriers auraient pu apprendre le maniement des armes à l'usine même, par un système de roulement, comme les gardes rouges de 17. On a eu peur d'étendre cette solution à tout le pays. On a eu peur de voir les masses en armes, peur de voir supplanter à l'absence de cadres par l'élection, peur de voir se lever une armée prolétarienne, révolutionnaire, dirigée par des cadres prolétariens. Par conservatisme égoïste, la bureaucratie stalinienne a saboté l'organisation du front en profondeur, compromis l'organisation efficace des renforts.

La question des armements est infiniment plus difficile à résoudre. Grâce à l'effort de dix ans, l'Union Soviétique possédait des quantités considérables de matériel. Mais les pertes ont été énormes. La capacité de renouvellement de l'industrie soviétique est loin d'être égale à celle de l'industrie allemande, surtout après la perte du bassin de Krivoi-Rog, de ceux du Don et du Donetz. D'autre part, le problème des armements est aussi un problème de transports, de réparations, de transformation des usines. Or, pour des raisons de prestige, la bureaucratie a sacrifié tout ce qui pouvait faciliter une solution de ces problèmes. Il fallait de grandes usines, de grands barrages ; il fallait un grand rendement il fallait dépasser les chiffres du plan pour l'industrie lourde, quitte à rester en retard pour l'industrie légère. Le travail lent et patient qu'exige la construction des routes, l'amélioration des voies ferrées, le développement des ports, n'avait pas sa place dans le plan. Le taylorisme, baptisé stakhanovisme, devenait la méthode dominante de production ; la formation d'une large élite d'ouvriers qualifiés était négligée ; l'industrie légère échappait de plus en plus au contrôle de l'Office Central du plan et ne se préparait pas à son rôle en cas de guerre.

(Voir la suite au verso, 1^{re} colonne)

Nous devons, aujourd'hui, nous incliner devant la tombe de notre camarade

TEUNINKX

membre du Comité Central et du Bureau Politique du Parti Socialiste Révolutionnaire (Section Belge de la IV^e Internationale).

Notre camarade a été tué, en voiture, par une balle nazie, au moment où il accomplissait une mission périlleuse pour le Parti. La terreur hitlérienne frappe tous les révolutionnaires, stalinistes ou trotskystes.

Mais les révolutionnaires, unis, sauront venger leurs morts !

Pour le droit au travail

Depuis quelques semaines, les usines et les chantiers ralentissent leur production ou ferment complètement. Cette situation va encore s'aggraver ces jours prochains : dans chaque industrie, une commission doit déterminer les entreprises devant fermer leurs portes. Les ouvriers sont inscrits au chômage ou, dans beaucoup d'usines, affectés à des chantiers du Haut-Commissariat au chômage, pour effectuer des travaux inutiles pour des salaires de famine.

La raison invoquée est le manque de matière première. Le pillage de l'économie française par l'occupant devait fatalement provoquer cette paralysie.

L'industrie française est subordonnée à l'effort de guerre de l'impérialisme allemand, qui cependant ne la ravitaille pas. Toute initiative en vue de ranimer l'industrie française n'a de sens que si la substance de celle-ci n'est pas systématiquement prélevée au profit d'un appareil militaire insatiable.

Cependant, le pillage de l'occupant n'est pas la seule cause du ralentissement de la production.

Dans le régime de la propriété privée des moyens de production, ceux-ci ne peuvent fonctionner que si les capitalistes retrouvent ce qu'ils ont investi, plus une plus-value.

Or, les possesseurs des machines et des matières premières répugnent à les utiliser, car ils ne peuvent en retirer que des billets sans valeur d'échange, qui ne leur permettent pas, notamment, de renouveler leur outillage, etc.

De même, l'utilisation des produits de remplacement est freinée par les trusts qui ont intérêt à rassembler les produits pour provoquer la hausse.

Plus que jamais le maintien de la propriété privée des moyens de production est incompatible avec la bonne marche de l'économie.

Les travailleurs n'accepteront pas d'être menés à la famine. Les machines doivent continuer à tourner ou être remises en marche que le patron juge ou non l'opération rentable. Les produits de remplacement doivent être utilisés, l'oppositon des trusts brisée, afin d'alimenter l'industrie.

Cette production doit satisfaire uniquement les besoins français ; en fournissant des produits industriels à la campagne, le ravitaillement des villes sera amélioré.

Seule la pression des travailleurs pourra imposer l'application de ces mesures. Dans la situation actuelle, c'est au travers des syndicats que cette pression pourra le mieux s'exercer. La majorité des cadres syndicaux, ayant compris l'impossibilité d'agir sans la masse, est prête à participer à cette lutte. La minorité de traîtres et de vendus qui s'obstinent à empoisonner la vie syndicale, déjà en partie rejetée, peut être définitivement balayée.

En adhérant massivement à leurs organisations syndicales, les travailleurs sauvegarderont leur niveau de vie. En retrouvant l'arme indispensable pour l'action revendicative, ils permettront le développement de la lutte pour des objectifs plus élevés.

POUR SAUVER L'U.R.S.S.

(Suite)

Dans ces conditions, l'Armée Rouge dépend de plus en plus étroitement de l'apport de l'étranger. Jusqu'à présent, celui-ci a été à peu près nul, les journaux anglais et américains l'avouent. La Conférence de Moscou a fait des promesses, mais il est tout à fait clair que ces promesses ne seront tenues qu'en échange d'une série de concessions fondamentales de la part de Moscou. M. Harriman a déjà nettement déclaré que des techniciens américains se rendraient en U.R.S.S. La campagne de Roosevelt pour la liberté de religion en U.R.S.S. n'a pas seulement un but diplomatique ; elle vise à obtenir de Staline qu'il renie ouvertement et définitivement les principes les plus élémentaires du mouvement prolétarien d'émancipation. Les gouvernements anglais et américain n'ont rien relâché de leurs mesures anticommunistes et M. Roosevelt vient de publier, dans la revue *Colliers*, un violent article contre les grèves.

Ce ne sont pas les défaites militaires qui menacent le plus gravement la vie de l'Union Soviétique, mais bien l'épouvantable crise intérieure à laquelle ont abouti dix-huit ans de stalinisme. Incapacité des cadres militaires et économiques, peur des masses ouvrières et paysannes russes et internationales, capitulation constante devant l'impérialisme. Il faut en finir avec le danger mortel que fait peser sur l'Etat ouvrier Staline et sa clique. Il faut en finir avec cette politique qui maintient des généraux traîtres et capitulards à la tête des armées, tandis que la vieille garde bolchevick est contrainte de poursuivre dans l'illégalité sa propagande pour la guerre à outrance. *L'heure est venue où il faut remettre entièrement, sans aucune réserve, le sort de l'Etat ouvrier entre les mains des masses ouvrières et paysannes de l'U.R.S.S. et du monde.*

Il faut, dans les pays démocratiques, mettre sur pied un programme prolétarien d'aide à l'U.R.S.S. ; exiger, par des démonstrations, et au besoin par la grève, l'envoi immédiat de tout le matériel de guerre disponible ; les cheminots, les dockers, les marins doivent en assurer le transport immédiat ; les ouvriers des usines d'armement doivent exiger que les usines fonctionnent à plein, sans bénéfice, pour l'U.R.S.S. Dans tous les domaines, à tous les échelons, cette lutte ne peut prendre tout son sens que comme partie d'une lutte d'ensemble pour le contrôle des comités ouvriers et pour la prise du pouvoir.

Dans les pays écrasés sous la botte fasciste, tout doit être fait pour amoindrir la capacité offensive des armées de l'Axe. Mais il importe de bien comprendre que cette tâche ne peut être résolue par les méthodes de la terreur et du sabotage individuels. Ce qui importe, c'est d'organiser le mouvement des larges masses, c'est de préparer la révolution. Dans une situation aussi tragique, en mars 1918, Lénine le rappelait aux ultra-gauches : *« Oui, la révolution socialiste se dissimule en chaque grève ; mais si vous dites que chaque grève est nécessairement un pas vers la révolution socialiste, vous dites la plus creuse des bêtises. La vérité est que, sans la révolution en Allemagne, sans la prise du pouvoir par le prolétariat allemand, nous périrons. Il faut se garder de toute aventure et préparer, patiemment et sans trêve, la lutte finale ».*

Aujourd'hui encore, pour sauver l'U.R.S.S., il faut mettre en avant le programme de la révolution prolétarienne mondiale. Et pour rallier la classe ouvrière en un bloc unanime pour la défense de l'Etat ouvrier, il faut en revenir, en U.R.S.S. même, aux méthodes révolutionnaires et léninistes. Il faut chasser les organisateurs de la défaite ; il faut, partout, au front, à l'arrière, faire fond sur l'initiative des masses ouvrières et paysannes.

Il faut, dans toute la Russie, décréter la levée en masse, la formation, dans toutes les usines et dans tous les villages, de corps de Garde Rouge.

L'U.R.S.S. tout entière doit devenir un immense arsenal ; toutes les usines doivent tourner pour la guerre ; les délégués élus des ouvriers doivent prendre en main la réorganisation de la production. Au front, dans les usines, dans la Garde Rouge, dans les villages, *tout le pouvoir doit passer entre les mains des comités élus par les soldats ; les officiers et les bureaucrates incapables doivent être chassés et remplacés par des responsables élus ; un congrès national des comités doit désigner un véritable Conseil de la défense, dans lequel seront représentés tous les partis prolétariens, qui doivent immédiatement recevoir une existence légale.*

Les mesures les plus impitoyables doivent être prises immédiatement contre les parasites et les inutiles, dont l'entretien affaiblit le rendement de la machine de production.

C'est seulement lorsque l'U.R.S.S. aura repris son visage héroïque de 17 qu'elle pourra compter sur les masses ouvrières internationales et qu'elle pourra espérer tenir et vaincre. Il importe peu que demain les armées rouges soient encore battues ; il n'est pas exclu qu'il faille demain opérer une vaste retraite stratégique sur l'Oural ; faudrait-il même demain se résigner à un second Brest-Litovsk, qu'il ne faudrait pas y voir une catastrophe, dans la mesure où les masses ouvrières et paysannes russes seraient, à nouveau, soudées en un seul bloc luttant à l'avant-garde de l'armée prolétarienne internationale : *« dans la mesure où les masses exploitées seraient, partout à travers le monde, unies dans la lutte pour le pouvoir des Comités d'ouvriers et de paysans ».*

Telle est la voie de Lénine. Telle est la politique que, depuis 1923, les trotskystes n'ont cessé de préconiser. Tel est le programme que défendent à travers le monde, 30 sections de la IV^e Internationale. Tels sont les mots d'ordre que diffusent à Odessa, à Léninegrad et par toute la Russie les émetteurs de radio clandestins des bolchevicks léninistes russes.

A la porte les incapables, les paniquards, les saboteurs et les défaitistes !

Partout dans le monde, le pouvoir aux ouvriers !

Et pour montrer la voie, en Russie, la démocratie des comités !

Vite ! les instants sont comptés !

Aidez-nous ! Diffusez « LA VERITE » !

Organisez les Groupes de discussion de la presse illégale !

Souscrivez, afin que ce journal, qui est le votre, camarades ouvriers, puisse continuer à paraître.

Encore la charte...

Une fois de plus, la parution de la Charte du Travail a été annoncée, puis démentie. Aux dernières nouvelles, c'est M. Boutilier qui, après son adoption, a éprouvé le besoin d'effectuer certaine « mise au point ».

Ces louvoisements ne sont pas le fait du hasard. Les réactionnaires de Vichy rêvent d'une charte complètement rétrograde, mais ils ne peuvent trouver les cadres nécessaires pour la mettre en pratique ; les militants des syndicats confédérés ne sont pas, dans la majorité des cas, disposés à servir une telle politique.

Pour conserver la possibilité de canaliser le mécontentement ouvrier et pour utiliser une partie des vieux cadres, Vichy a été contraint de laisser subsister une partie de ce qui fut le syndicalisme. Quelle sera l'ampleur de ces concessions ? Telles sont les causes des atermoiements du gouvernement.

Il faut avouer que le travail de la commission professionnelle était lourd : sa tâche était, en effet, de rapporter un projet supprimant la lutte de classes. Pour arriver au but recherché, de laborieuses « mises au point » seront, n'en doutons pas, nécessaires.

Quelle que soit la charte, l'opposition de classes étant un fait, la différenciation de classes s'opère partout où patrons et ouvriers seront en contacts. Les comités sociaux n'échapperont pas à cette réalité.

Les travailleurs ne doivent pas renoncer, à priori, à utiliser les possibilités légales que donneront les organisations qui seront créées par la charte (si toutefois elle paraît).

Cette situation ne sera que provisoire. La modification du rapport de forces permettra aux travailleurs de réviser prochainement leur charte du travail en recréant des syndicats libres, couronnés par tous les organismes nécessaires à la défense de leurs intérêts. Dès maintenant, ils rejoindront leurs syndicats qui subsistent, et qui pourront ainsi, exprimer la volonté des ouvriers et faire aboutir leurs revendications.

La réforme de l'enseignement

Les journaux ont mené grand tapage autour d'une prétendue « réforme de l'enseignement ». En réalité, il ne s'agit que d'une rétrogradation réactionnaire, que d'une accumulation d'obstacles empêchant le prolétariat d'accéder à l'instruction.

Les articles du « *Matin* » sont particulièrement significatifs : « Il y a trop de bacheliers, trop de bacheliers. Que l'école forme des paysans, des ouvriers qui sauront rester « à leur place », et non de futurs « déclassés sociaux » ». Marchant dans cette voie, le gouvernement multiplie le nombre des examens et concours et supprime la gratuité de l'enseignement secondaire. De plus, on retourne à l'enseignement religieux, facultatif pour l'instant, dans les écoles. Tout est utilisé pour l'abrutissement des enfants du peuple.

A cette conception de l'instruction réservée aux fils à papa, nous opposons celle de la culture pour tous. Il y a trop de bacheliers, dites vous ? Pourquoi l'ouvrier ne serait-il pas bachelier ? Pourquoi la culture serait-elle réservée à un petit nombre ? Le problème n'est pas de la limiter, d'empêcher les masses d'y accéder, et à redonner au cléricalisme sa virulence d'autrefois. Les instituteurs, dont la majorité est aux côtés du prolétariat, sauront nous aider dans cette tâche.

La révolution apportera au prolétariat des possibilités de développement culturel jamais égalées. Dès maintenant, nous lutterons contre les nouvelles mesures tendant à barer aux jeunes ouvriers et paysans l'accès à l'école, et à redonner au cléricalisme sa virulence d'autrefois. Les instituteurs, dont la majorité est aux côtés du prolétariat, sauront nous aider dans cette tâche.

LES NAZIS CONTRE LA CULTURE

En raison de l'attitude hostile à l'Allemagne des étudiants tchèques, toutes les facultés de Bohême-Moravie viennent d'être fermées. Ainsi, 30.000 étudiants ne peuvent continuer leurs études. En outre, 8.000 d'entre eux ont été envoyés de force en Allemagne pour y travailler dans l'industrie de guerre.

DÉBANDADE FASCISTE

En Italie, en Allemagne, un seul parti fasciste dirige la politique du pays.

En France, nos fascistes-ersatz ne sont pas capables d'en faire autant. En vain, Déat lance-t-il des appels pour le parti unique, rien à faire. Chaque chefillon tient à son petit groupe particulier, et espère bien croquer les autres lui-même plutôt que se laisser croquer. Et c'est à qui lancera un bon coup de patte au voisin, sans avoir l'air de rien. Le P.P.F. fait coller des affiches : « Un chef est parti » et voilà pour Déat, et autres, qui eux, sont restés. On annonce à grand fracas que Costantini, Doriot, Deoncle et Déat se réuniront péroriquement et qu'une liaison est ainsi établie entre les « grandes » organisations fascistes. Mais Deloncle et Déat étaient, tout récemment encore, membres de la même organisation, le R.N.P., et Déat est obligé d'expliquer leur rupture, d'une façon embrouillée, dans *L'Europe*.

Il semble d'ailleurs, que les militaires allemands, qui dirigent effectivement en zone occupée, ne se font plus aucune illusion sur les possibilités de ces messieurs. A tel point que Déat a dû commencer une ardente campagne de léchage de bottes, vis-à-vis de Hitler, sacré par lui « génie européen » et « grand socialiste », pour conserver leur confiance.

Laisserons nous faire ?

Le bruit court que la prochaine mesure prise contre les juifs sera la création de ghettos.

Jusqu'ici, les nazis et leurs Doriot-Déat n'ont pas réussi à provoquer des pogroms. Personne ne croit à l'irrésistible propagande qui tend à présenter les juifs comme seuls responsables de la guerre et de la misère. Mais, par cette nouvelle mesure, on les livrera sans défense aux attaques des maquereaux et des hommes de main à la solde du fascisme. L'hiver menace le régime de Hitler. La faim peut faire sortir le loup du bois, le peuple de ses maisons.